



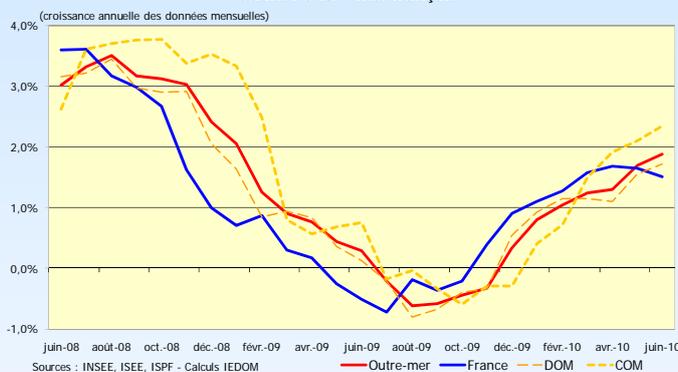
### Les économies de l'Outre-mer français sont toujours fragiles

*Le deuxième trimestre de l'année 2010 a été marqué par une stabilisation des économies de l'Outre-mer français à un niveau encore trop bas pour indiquer une véritable reprise de l'activité. Si les évolutions sur le trimestre sont différentes (légère amélioration à Mayotte, à Wallis-et-Futuna et en Polynésie française, dégradation dans les Antilles et en Guyane, faible repli en Nouvelle-Calédonie et stabilisation à La Réunion), le climat des affaires reste nettement en dessous de son niveau moyen de longue période, à l'exception de la Nouvelle-Calédonie. Alors que la consommation semble en général s'améliorer, les investissements restent prudents. Les prévisions des chefs d'entreprise pour le troisième trimestre sont assez réservées. Les prix poursuivent la hausse entamée depuis le début de l'année 2010 et la crainte d'un retour de l'inflation en Nouvelle-Calédonie s'accroît. Le marché de l'emploi est toujours déprimé, même si sa dégradation ralentit.*

### Une hausse des prix plus prononcée dans les COM

La hausse des prix, entamée depuis le début de l'année 2010, se poursuit dans tous les territoires d'outre-mer à l'exception de la Guyane alors que, pour la France entière, la hausse des prix ralentit. En juin, le glissement annuel moyen pour l'Outre-mer s'établissait à 1,9 % contre 1,5 % pour la France entière. En moyenne, dans les DOM, l'inflation est passée de 1,1 % à 1,7 %, mais des disparités existent entre les différents territoires.

**Indice des prix à la consommation en France et dans l'Outre-mer français**  
(croissance annuelle des données mensuelles)



Sur le trimestre, les prix ont enregistré une hausse importante à La Réunion et à Mayotte (0,9 % et 1,5 %) alors qu'ils se sont presque stabilisés en Guyane, à la Martinique et à la Guadeloupe. Les glissements annuels à fin juin s'étagent de 2,2 % à la Guadeloupe à -0,1 % en Guyane. Dans les collectivités du Pacifique, la hausse des prix est plus marquée avec un glissement annuel moyen de 2,3 % sur un an contre +1,5 % au trimestre précédent. En Nouvelle-Calédonie la hausse des prix s'accroît pour atteindre 3,4 % sur un an, tout comme en Polynésie française (+1,1 % sur un an). En Nouvelle-Calédonie la crainte d'un retour de l'inflation s'accroît.

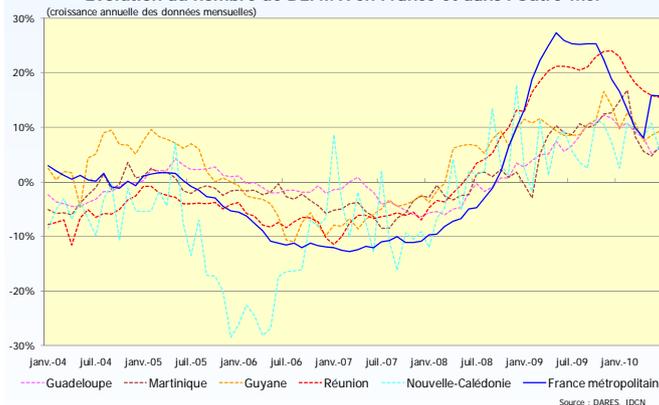
Selon l'enquête de comparaison entre les prix des départements d'outre-mer et la métropole réalisée par l'Insee<sup>1</sup>, les prix dans les départements d'outre-mer seraient plus élevés qu'en France métropolitaine, de +13 % en Guyane à +6 % à La Réunion. Les écarts sont plus marqués lorsqu'on retient comme référence le panier de consommation métropolitain. Le coût des produits alimentaires, qui représentent le second poste de dépenses des ménages après les services, expliquerait une grande part ces écarts : leurs prix sont supérieurs, de +34 % à la Guadeloupe et de +49 % en Guyane, à ceux de métropole.

### Moindre dégradation du marché du travail

À la différence de la métropole où la dégradation du marché du travail s'est accentuée, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi dans les DOM s'est poursuivie mais à un rythme moindre qu'au trimestre précédent, confirmant le ralentissement à l'œuvre depuis février 2010. En juin elle était de +10,8 % en moyenne contre +13,9 % en mars.

La Guadeloupe a enregistré la plus forte décélération du nombre de demandeurs d'emploi alors qu'à La Réunion la situation reste préoccupante malgré un certain ralentissement. En Nouvelle-Calédonie, le nombre de demandeurs d'emploi a continué de croître mais à un rythme moindre qu'au trimestre précédent, bénéficiant des premières retombées du chantier de l'usine du Nord. En Polynésie française, le ralentissement de la dégradation de l'indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand, entamé depuis septembre 2009, se poursuit (-2,1 % en juin contre -2,9 % en mars).

**Evolution du nombre de DEF M A en France et dans l'Outre-mer**  
(croissance annuelle des données mensuelles)



Source : DARES, IDCN

## IEDOM

### Guadeloupe : nouvelle dégradation de l'indicateur du climat des affaires

Après deux trimestres consécutifs de hausse, l'indicateur du climat des affaires s'infléchit de 3,8 points et demeure inférieur à sa moyenne de longue période depuis neuf trimestres consécutifs. Cette évolution reflète une activité en baisse, dans le prolongement de celle du trimestre précédent. La demande intérieure reste faible malgré des signes d'amélioration : la consommation des ménages montre des signes de reprise dans un contexte d'inflation maîtrisée, mais l'investissement des entreprises demeure déprimé et l'activité ternie dans la plupart des secteurs. Les anticipations des chefs d'entreprise pour le troisième trimestre sont négatives, éloignant les perspectives de reprise. Toutefois, le secteur de l'hôtellerie-restauration anticipe une amélioration de son courant d'affaires, liée au surcroît de fréquentation estivale.

Malgré les baisses de prix consenties et les opérations promotionnelles, l'activité commerciale accuse un repli et les effectifs diminuent significativement. La baisse d'activité crainte par les professionnels du tourisme pour le trimestre s'est confirmée : la fréquentation touristique est meilleure que l'année précédente, mais le trafic des passagers à l'aéroport reste en deçà des niveaux de 2008 et 2007 forçant l'hôtellerie à réduire ses capacités d'accueil ; seule la croisière affiche de bons résultats. L'activité dans le BTP est restée atone : les délais d'instruction des projets ont été pénalisants et la rareté des appels d'offre a entraîné un durcissement de la concurrence dans le secteur. L'activité s'est stabilisée dans le secteur primaire, grâce à la reprise en mai des exportations de bananes ; dans la filière canne-sucre, la campagne sucrière, perturbée par des facteurs climatiques et par la grève des planteurs, a donné des résultats en dessous des attentes. Dans le secteur industriel, l'activité a encore ralenti.

### Martinique : l'économie a ralenti

Après un premier trimestre favorablement orienté, l'activité économique de la Martinique montre quelques signes d'essoufflement. L'indicateur de climat des affaires se dégrade et se situe en dessous de sa moyenne de longue période, bien qu'il reste légèrement supérieur à celui du quatrième trimestre 2009. La consommation des ménages demeure mitigée, dans un contexte où l'ensemble des acteurs économiques est affecté par des difficultés de trésorerie. L'investissement reste encore timide, malgré la mise en place des actions de relance économique.

A l'exception du secteur agroalimentaire, l'ensemble des secteurs manque de dynamisme. Une fois de plus, seul le secteur agroalimentaire connaît une bonne orientation de son courant d'affaires ; toutefois, dans la filière canne-sucre, la campagne 2010 a été perturbée par les aléas climatiques.

L'activité du secteur primaire bénéficie de l'évolution favorable de la filière banane ; en revanche, la production de viande locale diminue. Après deux trimestres plus favorablement orientés, le commerce est touché par une dégradation de son activité ; le contexte économique reste peu propice à une reprise de l'activité et certains segments de marché, comme le commerce automobile, sont touchés par une concurrence exacerbée entre les acteurs. Impactée par le manque d'appels d'offre et l'absence de reprise de la construction de logements, l'activité du BTP a enregistré une forte contraction. Le secteur de l'industrie souffre de cette morosité. Au terme de la haute saison, le secteur du tourisme se maintient à un niveau proche de sa moyenne de longue période mais le trafic passager a pâti de la fermeture d'Orly suite au nuage de cendres. L'activité des services aux entreprises affiche un courant d'affaires morose en liaison avec l'orientation défavorable de l'activité des autres secteurs et l'absence de visibilité économique.

### Guyane : le repli de l'activité persiste

L'activité en Guyane reste morose, comme en témoigne l'évolution de l'indicateur du climat des affaires qui se replie et reste bien en dessous de sa moyenne de longue période. La consommation des ménages est en recul sur le trimestre mais demeure supérieure à celle de l'an dernier. L'investissement est essentiellement tiré par le secteur spatial et les travaux sur les ponts. Pour le troisième trimestre, les entrepreneurs interrogés envisagent un rétablissement de leur activité mais restent extrêmement prudents quant à leurs prévisions d'investissement.

Cette morosité ne touche pas tous les secteurs. L'activité du secteur primaire et des industries agro-alimentaires enregistre une légère reprise sur le trimestre qui devrait perdurer. Les professionnels du secteur du BTP subissent une nouvelle baisse de leur courant d'affaires ; cependant, après plusieurs mois de contraction, les ventes de ciment progressent sur le trimestre mais sans toutefois retrouver leur niveau de 2009 ; les perspectives à court terme laissent entrevoir une amélioration insuffisante pour faire redémarrer l'investissement. La stabilité de l'activité industrielle recouvre des évolutions différentes : le secteur du bois est touché par une pluviométrie abondante et par la mise en place d'une politique de gestion durable des forêts ; le secteur aurifère bénéficie de cours de l'or toujours en hausse, en revanche, les quantités officielles exportées continuent de baisser sur le trimestre. Arianespace a effectué deux lancements et mis sur orbite quatre satellites après plusieurs reports en début d'année liés à des problèmes techniques. Le secteur du commerce reste mal orienté et aucune franche amélioration n'est attendue pour le prochain trimestre. Après une amélioration sur les trois premiers mois de l'année durant la période du carnaval, les professionnels du tourisme constatent un léger ralentissement de leur activité au deuxième trimestre et anticipent une dégradation de leur courant d'affaires dans les trois prochains mois.

L'activité des services marchands est toujours mal orientée et les prévisions pour le prochain trimestre semblent assez pessimistes.

### **Saint-Pierre-et-Miquelon**

Données non disponibles à la date de rédaction

### **La Réunion : une activité économique toujours fragile**

Après la reprise de l'activité économique consécutive au point bas atteint début 2009, la situation semble se stabiliser depuis six mois, mais à un niveau encore inférieur à celui observé avant la crise. L'indicateur du climat des affaires s'inscrit dans cette tendance en se maintenant sur un palier d'activité en deçà des niveaux enregistrés avant la crise. La consommation des ménages progresse pour le troisième trimestre consécutif. L'investissement, en baisse depuis plusieurs trimestres, reprend. L'économie réunionnaise reste néanmoins encore impactée par la crise et les prévisions des chefs d'entreprise sont pessimistes pour le troisième trimestre, reflétant les incertitudes qui entourent l'activité économique de l'île.

Plusieurs secteurs enregistrent une amélioration de leur activité. Le secteur primaire note une forte progression de son activité, portée par la filière viande, tout comme le secteur agroalimentaire. Les exportations de produits de la pêche sont en baisse sur le deuxième trimestre mais augmentent nettement en cumul depuis le début de l'année. La situation dans le secteur du BTP reste difficile : le nombre d'attestations de conformité délivrées par le Consuel comme les importations de ciment sont en forte baisse. La dégradation de la situation dans ce secteur semble toutefois s'atténuer : le solde d'opinions de l'enquête relatif à l'activité repasse au-dessus de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis deux ans. La reprise enregistrée au premier trimestre ne s'est pas prolongée dans l'industrie manufacturière, les carnets de commande sont estimés en baisse à cause d'un manque de débouchés. Les services marchands participent à l'amélioration de l'activité de l'île, les prévisions de recrutement sont en hausse. Le secteur du tourisme enregistre une hausse de son activité avec un courant d'affaires au-dessus de sa moyenne longue période ; le trafic passager entre La Réunion et la métropole, comme le taux d'occupation des hôtels, augmentent par rapport au premier trimestre, ce qui contraste avec la baisse de rentabilité enregistrée par les établissements hôteliers de l'île.

### **Mayotte : l'activité économique peine à se redresser**

Après deux trimestres consécutifs de baisse, l'indicateur du climat des affaires progresse au deuxième trimestre 2010, mais demeure en dessous de sa moyenne de longue période. La consommation des ménages augmente, mais à un rythme moins soutenu que celui constaté au trimestre précédent. L'investissement des entreprises reste mal orienté. Les perspectives pour le troisième trimestre sont assez pessimistes et les prévisions d'investissement sont encore en baisse.

Les résultats du secteur agricole sont mitigés ; les ventes de poissons d'élevage à l'international progressent pour le deuxième trimestre consécutif, mais leur niveau demeure inférieur à celui des années précédentes. L'activité de l'industrie agro-alimentaire enregistre une légère reprise, mais celle-ci ne devrait pas durer. En revanche l'activité industrielle est de nouveau jugée à la baisse et cette situation pourrait perdurer. Les difficultés qui touchent le secteur du BTP depuis fin 2008 persistent : la dégradation semble s'être interrompue sur le trimestre mais les prévisions sont de nouveau pessimistes en raison de l'absence de projets significatifs et de la situation financière des collectivités locales qui restent les principaux investisseurs de l'île. L'activité des services marchands continue d'être favorable ; pour le deuxième trimestre consécutif, son courant d'affaires est orienté à la hausse. Le nombre de passagers enregistrés à l'aéroport s'est accru mais les professionnels du tourisme restent prudents.



## IEOM

### **Nouvelle-Calédonie : des incertitudes qui demeurent**

Après quatre trimestres de hausse, l'indicateur de climat des affaires s'est légèrement replié, restant aux alentours de sa moyenne de longue période. Cette dégradation s'explique principalement par des prévisions pessimistes des chefs d'entreprise alors que la plupart des principaux indicateurs macro-économiques se sont améliorés. Les importations et les exportations ont été dopées par le dynamisme retrouvé de la consommation des ménages et par la croissance de l'investissement ; la progression des cours du nickel a entraîné une hausse de 14 points du taux de couverture des importations par les exportations. Si les chefs d'entreprise semblent avoir quelques incertitudes sur le court terme, la confiance à moyen terme devrait revenir comme en témoigne l'amélioration de l'indicateur sur les prévisions d'investissement. L'arrivée progressive des modules de l'usine du Nord sera un facteur important de la reprise.

Le cours du nickel reste à des niveaux élevés (+13 % par rapport au trimestre précédent et +74 % sur un an). Cette évolution a dopé les exportations en valeur de minerai et de métal ; la production de métal est en léger retrait sur le trimestre mais enregistre, sur la première moitié de l'année, sa meilleure performance depuis 2007. Le secteur du bâtiment connaît une évolution à deux vitesses : de très bonnes performances liées à l'avancement rapide du chantier de l'usine du Nord d'un côté ; un essoufflement hors construction d'usine. Le tourisme est dans une position difficile : le nombre de touristes ayant visité le territoire a augmenté sur le trimestre, sous l'effet de la tenue des championnats du monde de Va'a à Nouméa en mai ; en revanche, sur un an, elle a continué de baisser du fait de la moindre fréquentation des touristes métropolitains et japonais. Sur la même période, les nombres d'escales et de croisiéristes sont repartis à la hausse. Les chiffres de la pêche et de l'aquaculture continuent d'être mal orientés sur un an. Les exportations de produits de la mer reculent de 22 % en volume et de 16 % en valeur, mais les abattages de viandes bovines et porcines ont continué de progresser au deuxième trimestre.

### **Polynésie française : une amélioration très fragile**

L'indicateur de climat des affaires s'améliore au deuxième trimestre 2010 mais reste bien en dessous de sa moyenne de longue période, altéré par les soldes d'opinions sur l'évolution de l'emploi et la situation de trésorerie des entreprises qui continuent de se dégrader. La consommation des ménages et l'investissement, moteurs traditionnels de la croissance en Polynésie française, demeurent encore peu dynamiques.

Les anticipations des chefs d'entreprise laissent entrevoir un nouveau fléchissement de l'activité au troisième trimestre 2010,

qui pourrait les inciter à la poursuite du mouvement de compression de personnel. Mais les professionnels du tourisme se montrent optimistes quant à l'évolution de leur chiffre d'affaires au troisième trimestre, comptant sur les retombées de l'éclipse totale de soleil du 11 juillet 2010 et sur le redémarrage de l'économie mondiale, tandis que le bâtiment pourrait prochainement bénéficier de la mise en place des mesures en faveur du logement adoptées à l'occasion du 4<sup>e</sup> collectif budgétaire.

Le commerce est touché par la faiblesse de la consommation des ménages ; dans ce contexte, un effort de rationalisation des charges d'exploitation semble engagé, privilégiant les réductions d'effectifs. Le secteur primaire subit depuis le début de l'année les conséquences d'une météorologie peu clémente. L'activité reste globalement étale pour le BTP : les dépenses liquidées par la direction de l'Équipement et celles de l'Enseignement continuent de croître, ayant un effet d'entraînement sur les travaux publics ; mais la faiblesse de l'investissement, notamment des ménages, pèse sur le bâtiment. Dans le tourisme, l'amélioration des taux d'occupation de l'hôtellerie est artificielle car liée à la réduction de l'offre de chambres en raison de la fermeture de quelques établissements ; le trafic international de passagers à l'aéroport s'inscrit en repli. L'industrie enregistre quelques résultats à l'exportation (monoi et noni). L'embellie constatée par les responsables des services aux entreprises sur les trois premiers mois de l'année s'est maintenue et a permis de procéder à des embauches.

### **Wallis-et-Futuna : les premiers signes d'une reprise**

La consommation des ménages est mieux orientée, même si elle se limite pour le moment aux produits alimentaires. L'investissement des entreprises témoigne d'une meilleure orientation de l'activité, tendance qui se confirme au mois de juillet avec un fort niveau d'importations de biens d'équipement.

Le BTP est porteur de cette reprise, grâce aux nombreux chantiers attribués fin 2009. Cependant, ce secteur est exclusivement alimenté par la commande publique et reste donc dépendant de celle-ci sur le long terme. Le secteur du commerce enregistre un regain structurel d'activité après les vacances mais l'aide alimentaire distribuée à Futuna suite au passage du cyclone *Tomas* a pénalisé l'activité des commerces de proximité de l'île. Le tourisme est en demi-teinte, le tarif des billets d'avion pèse sur le tourisme affinitaire.

Pour en savoir plus : - télécharger les bulletins trimestriels de suivi de la conjoncture économique et financière ainsi que les notes expresses, les notes de l'Institut d'émission et les rapports annuels de chaque agence sur le site de l'IEDOM : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr) et de l'IEOM : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

- ou se les procurer auprès du siège à l'adresse suivante :  
IEDOM-IEOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Directeur de la publication et Responsable de la rédaction : Y. Barroux - Rédacteur : OEE  
Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 23 septembre 2010 - Dépôt légal : septembre 2010 - ISSN 1775-0628